



Les connaissances nécessaires à la prise de décisions

Depuis la création du PNUE, l'un des principaux éléments de son programme de travail est la surveillance des conditions et tendances environnementales, notamment les facteurs à l'origine des différents phénomènes. Le programme sur l'Avenir de l'environnement mondial (GEO), en particulier, donne lieu à un ensemble de plus en plus important d'évaluations mondiales, régionales et nationales faisant autorité. En 2003, le Conseil d'administration du PNUE a décidé de prolonger l'intervalle entre les évaluations mondiales GEO, GEO-4 devant être publié en 2007, soit cinq années après le Sommet mondial pour le développement durable. Durant la période intermédiaire, GEO établira chaque année un annuaire mettant en évidence et analysant les principaux développements et thèmes environnementaux.

La nouvelle approche adoptée pour le GEO fait partie d'un processus plus large lancé en 2003 par le Conseil d'administration du PNUE et visant à renforcer sa base scientifique et à améliorer la compréhension mondiale des fondements environnementaux du développement durable. Durant l'année, le PNUE a invité les gouvernements, les organisations intergouvernementales et les institutions scientifiques à contribuer à une analyse du travail mené par le PNUE et d'autres organisations pour évaluer l'état de l'environnement et son évolution au niveau mondial. L'initiative scientifique du PNUE, qui s'est déroulée sur l'année, a mis en lumière plusieurs lacunes et besoins touchant à l'évaluation des enjeux environnementaux existants, l'appréciation des interactions, la crédibilité scientifique, la légitimité et la pertinence des évaluations et l'efficacité de la participation des pays en développement et de la coopération entre les institutions existantes. Les conclusions et les recommandations de l'initiative scientifique du PNUE, y compris les consultations intergouvernementales et les réunions connexes, ont contribué notablement au renforcement de la base scientifique du PNUE.

Les glaciologues français, Bernard Francou, à gauche, et Vincent Jomelli, à droite, en avril 2003, contemplant une marque faite par Francou dix ans auparavant sur un rocher à 5 345 mètres d'altitude sur le glacier de Chacaltaya, à 30 km au Nord de La Paz (Bolivie). La marque se situe à l'endroit où était la glace lorsque Francou a commencé d'étudier les changements climatiques dans les régions tropicales. La fonte du Chacaltaya est représentative du changement climatique dans les zones tropicales des Andes. Le manteau neigeux pourrait disparaître en dix ans. Les évaluations du PNUE, y compris les travaux du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) contribuent à mettre en lumière l'ampleur des problèmes environnementaux auxquels le monde est confronté, et l'urgente nécessité d'y faire face.

COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT MONDIAL

Le PNUE collabore avec un large éventail de partenaires dans l'ensemble du système des Nations Unies et en dehors de celui-ci pour fournir des informations sur l'état des ressources naturelles de la planète et leur contribution au développement durable. Le PNUE réalise diverses évaluations mondiales de l'environnement, ou y participe, notamment l'Évaluation mondiale des eaux internationales, le Programme sur la qualité des eaux douces du Système mondial de surveillance de l'environnement et l'Évaluation des écosystèmes pour le nouveau millénaire. Cette dernière est une évaluation internationale sur quatre ans (2001-2005) destinée à répondre aux besoins des responsables et du public qui doivent disposer d'informations scientifiques sur les conséquences de l'évolution des écosystèmes, sur le bien-être de l'homme et les options qui s'offrent pour répondre à ces changements. Le PNUE est l'un des principaux partenaires de l'Évaluation des écosystèmes pour le nouveau millénaire. Le premier rapport, *Les écosystèmes et le bien être de l'homme*, a été publié en septembre 2003. Le rapport conjoint du PNUE, du PNUD et de la Banque mondiale intitulé *World Resources 2002-2004 : Decisions for the Earth-Balance, Voice and Power*, a aussi été publié en 2003. Les statistiques tirées de cette publication mettent également en évidence la dépendance de l'humanité à l'égard de ressources naturelles se dégradant rapidement, comme les pêcheries mondiales, dont les trois-quarts sont épuisées ou exploitées au-delà de leur limite biologique.

Des informations crédibles sur l'environnement sont indispensables pour l'élaboration des stratégies de développement durable. Le large éventail d'évaluations mondiales, régionales et nationales établies pour le programme du PNUE sur l'Avenir de l'environnement mondial (GEO) répondent peu à peu à ce besoin partout dans le monde. La série de rapports GEO a été lancée en réponse à une décision de 1995 du Conseil d'administration du PNUE demandant un nouveau type de rapport. Trois rapports GEO complets ont été publiés jusqu'ici (en 1997, 1999 et 2002) sur la base des informations fournies par un réseau mondial de centres de collaboration ainsi que par plusieurs experts individuels et institutions spécialisées ayant une expertise dans des disciplines et des régions géographiques variées. Le principal objectif du GEO est de faciliter la gestion de l'environnement et l'élaboration de politiques grâce à une évaluation intégrée de l'état de l'environnement et à l'analyse des tendances environnementales, des facteurs qui les suscitent, des politiques mises en œuvre et des nouveaux problèmes. En février 2003, le Conseil d'administration du PNUE a décidé de prolonger l'intervalle entre les rapports GEO complets

pour le porter à cinq ans, ce qui est un calendrier plus réaliste pour suivre les changements environnementaux et identifier les tendances significatives et les problèmes émergents. GEO-4 sera publié en 2007.

En outre, le Conseil d'administration a demandé au PNUE d'établir des évaluations annuelles dans le cadre du processus GEO pour mettre en lumière les réalisations et événements environnementaux significatifs de l'année, sensibiliser aux problèmes émergents signalés par les recherches scientifiques et présenter des indicateurs des progrès vers la durabilité écologique. *L'Annuaire GEO 2003*, qui sera publié à la réunion du Conseil d'administration du PNUE/FEM, à Jeju (Corée) à la fin de mars 2004, est le premier de la série. Tout en présentant une vue d'ensemble des grands problèmes environnementaux mondiaux et régionaux de l'année, *L'Annuaire GEO 2003* est tout particulièrement axé sur l'eau et son rôle critique dans la réalisation des divers buts et objectifs convenus au niveau international, notamment ceux contenus dans la Déclaration du Millénaire et le Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable. Une section intitulée *Emerging Challenges – New Findings* passe en revue les dernières connaissances scientifiques qui peuvent aider la société à reconnaître et à mieux comprendre les nouveaux problèmes d'environnement et faciliter la mise en œuvre par les responsables de mesures correctrices appropriées.

Outre son propre programme sur l'Avenir de l'environnement mondial, le PNUE réalise plusieurs évaluations environnementales mondiales ou y participe, notamment l'Évaluation mondiale des eaux internationales, le Programme sur la qualité des eaux douces du Système mondial de surveillance de l'environnement et l'Évaluation des écosystèmes pour le nouveau millénaire.



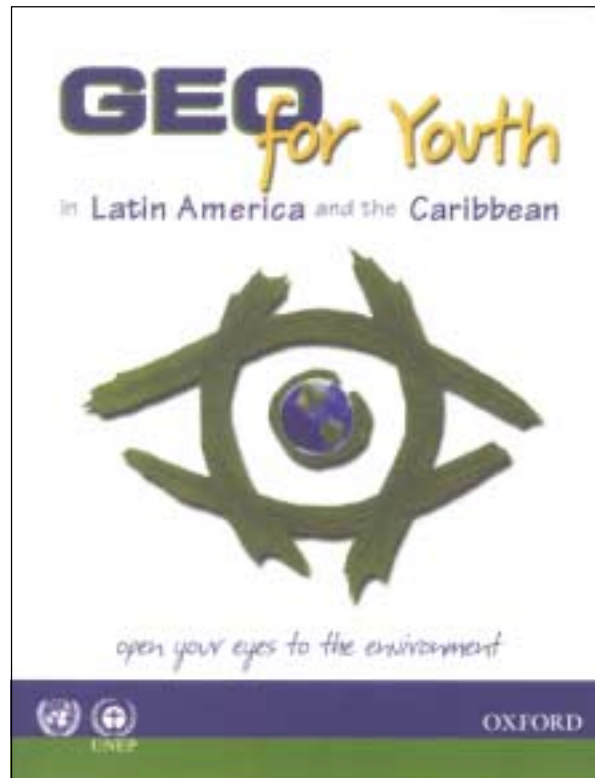
EVALUATION REGIONALE

Le renforcement des capacités est la pierre angulaire du processus GEO, servant de mécanisme pour le transfert aux organisations régionales, sous-régionales et nationales participant à l'évaluation environnementale et à l'établissement de rapports, de données d'expérience et de connaissances accumulées par le PNUE et les partenaires avec qui il collabore dans le cadre du processus mondial. L'adoption plus généralisée de l'approche GEO devrait aussi permettre d'accroître la compatibilité des processus et produits de l'exercice d'évaluation et d'établissement de rapports et, finalement, contribuer à une amélioration des rapports mondiaux GEO.

Grâce à un financement des Gouvernements belge, néerlandais et norvégien, le PNUE s'est efforcé en 2003 de mettre en place des réseaux de formation régionaux pour le renforcement des capacités nécessaires aux évaluations environnementales intégrées dans les pays en développement et les pays à économie en transition. Nombre des activités réalisées durant l'année ont aussi été axées sur l'amélioration des instruments et méthodologies de l'évaluation environnementale intégrée, grâce notamment à la production d'un manuel GEO Villes, initié par l'équipe d'évaluation du Bureau régional du PNUE pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Les deux premiers rapports GEO Villes établis par les administrations locales et les parties prenantes avec l'aide du PNUE ont été publiés à la fin de 2003, pour Bogota et Mexico.

En Amérique latine également, le projet GEO pour les jeunes a été lancé au Mexique. Ce projet de sensibilisation donne aux jeunes l'occasion de partager leurs préoccupations et de rechercher des solutions aux problèmes d'environnement décelés dans leur communauté. Le principal produit de la première phase de ce projet a été un ouvrage intitulé *GEO for Youth in Latin America and the Caribbean : Open Your Eyes to the Environment*. Grâce au succès de cette publication, des groupes de jeunes de plusieurs pays ont lancé des projets nationaux GEO pour les jeunes. Les autres produits GEO pour l'Amérique latine et les Caraïbes en 2003 sont notamment la deuxième version de *GEO Latin America and the Caribbean* et un GEO pour les Andes. Des GEO sous-régionaux de ce type sont en cours d'élaboration en Amérique centrale et dans les Caraïbes, alors qu'un flux régulier de publications nationales fondées sur la méthodologie GEO continue d'être produit dans la région.

Le PNUE contribue aussi aux évaluations GEO et à d'autres évaluations dans d'autres régions. En Asie



GEO for Youth in Latin America and the Caribbean : Open Your Eyes to the Environment est le principal produit de la première phase du Projet GEO pour les jeunes, lancé à Mexico en 2003. Grâce au succès de cette publication, des groupes de jeunes de plusieurs pays ont lancé des projets nationaux GEO pour les jeunes. Les autres produits GEO pour l'Amérique latine et les Caraïbes en 2003 sont notamment la deuxième version de *GEO Latin America and the Caribbean* et un GEO pour les Andes.

occidentale, il a travaillé sur le rapport sur l'état de l'environnement dans la région arabe à la demande du Conseil des ministres arabes de l'environnement (CAMRE), en plus des évaluations entreprises par son Groupe de l'évaluation post-conflit en Irak et dans les Territoires palestiniens occupés. Le PNUE et le secrétariat de l'Evaluation des écosystèmes pour le nouveau millénaire collaborent aussi à la réalisation d'une évaluation de l'écosystème dans la région arabe. Entretemps, en Afrique, les travaux continuent sur la mise au point d'un cadre pour un deuxième rapport sur l'*Avenir de l'environnement en Afrique* (le premier a été publié en 2002), en établissant un réseau d'informations sur l'environnement, grâce à des financements des Gouvernements norvégien et irlandais, et en renforçant la capacité des pays africains de procéder à des évaluations environnementales intégrées, qui seront incorporées dans le processus mondial GEO.

GESTION DES TERRES ARIDES

Le PNUE apporte un soutien de plus en plus important à la mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification grâce à la mise au point d'une approche écosystémique de la gestion de l'environnement des terres arides. La gestion de l'environnement des terres arides est peut être un des problèmes les plus difficiles et les plus pressants actuellement. Les terres arides, qui assurent la survie d'un milliard de pauvres des zones rurales dans 110 pays, représentent les extrêmes – c'est-à-dire les endroits où les écosystèmes mondiaux sont les plus sensibles et les populations sont les plus vulnérables face à l'évolution environnementale et mondiale. En partenariat avec le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), le PNUE a lancé un nouvel effort de collaboration sur la gestion durable des terres arides et l'environnement. Des activités de recherche-développement agricoles respectueuses de l'environnement devront former la pierre angulaire de toute stratégie de développement visant à répondre aux objectifs du Millénaire. Par exemple, pour réaliser les objectifs de réduction de la pauvreté, un grand nombre des pays d'Afrique subsaharienne devront atteindre des taux de croissance d'au moins 6 % dans le secteur agricole. Il est impératif, cependant, que la croissance de la productivité agricole inverse les atteintes à l'environnement et ne les accentue pas.

En 2003, le Gouvernement norvégien est convenu de soutenir le projet du PNUE sur trois ans intitulé « Une approche écosystémique de la régénération des terres arides d'Afrique de l'Ouest et de l'amélioration des conditions de vie en zone rurale grâce à des actions de gestion des terres fondées sur l'agroforesterie ». En collaboration avec le Centre international de recherche en agroforesterie (ICRAF), le PNUE envisage de renforcer les capacités régionales nécessaires à l'application d'approches écosystémiques de la gestion de l'environnement des terres arides et de doter les communautés rurales pauvres des moyens de mettre en œuvre des pratiques agricoles de conservation fondées sur l'agroforesterie, qui accroîtront les revenus et amélioreront les niveaux de vie. Le PNUE travaille aussi avec le GCRAI sur un nouveau programme concernant la désertification, la sécheresse, la pauvreté et l'agriculture ainsi que sur une amélioration des interactions entre la science et les politiques suivies. Dans la région de l'Asie et du Pacifique, un nouveau projet a été lancé en janvier 2003 pour atténuer les tempêtes de poussière et de sable qui, ces cinquante dernières années, ont spectaculairement augmenté en nombre, portée et intensité dans le Nord-Est asiatique. Financé par le Fonds pour l'environnement mondial et la Banque asiatique de développement, le projet commencera par établir un système d'alerte rapide et de surveillance des tempêtes de poussière et de sable, qui sera géré par le PNUE.

EVALUATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE

En septembre 2003 a été publiée, lors du cinquième Congrès mondial sur les parcs, tenu à Durban (Afrique du Sud), la « *Liste des zones protégées de l'ONU* », établie conjointement avec le Centre mondial de surveillance continue de la conservation de la nature du PNUE et la Commission mondiale des aires protégées de l'UICN. Ce rapport, le plus complet jamais établi, dresse la liste des sites du patrimoine mondial, des réserves de la biosphère et des autres aires protégées, depuis le vaste Greenland National Park, le plus vaste du monde, jusqu'à des milliers de sites de moins de 10 km², dont beaucoup sont gérés par des acteurs privés.

Il ressort de la *Liste de l'ONU* que 17 million de km² de la surface du globe – 11,5 % – sont des aires protégées d'une manière ou d'une autre. Le rapport énumère aussi 14 biomes terrestres, définis comme « les grandes communautés mondiales, classées en fonction de la végétation prédominante et caractérisées par l'adaptation des organismes à cet environnement particulier ». Il y a dix ans, lors du quatrième Congrès mondial sur les parcs, l'objectif a été fixé de protéger au moins 10 % de chaque biome. La liste de l'ONU de 2003 montre que cet objectif a été réalisé pour 9 de ces 14 biomes. Elle fait aussi apparaître, toutefois, que moins de 0,5 % du milieu marin est protégé, ce qui est une préoccupation majeure compte tenu de l'importance des pêcheries et des habitats comme les récifs coralliens et les lits d'algues pour la conservation marine, les moyens d'existence humains et le développement durable.

Lors de la même Conférence a aussi été publié le premier projet d'une publication parallèle, *L'état des aires protégées du monde*. Cette publication, qui a été communiquée au Congrès pour commentaires avant la publication finale à la septième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique en février 2004, montre qu'une grande partie de la croissance des aires protégées est intervenue au cours des cinquante dernières années, y compris dans le monde en développement, où se trouvent 40 % des aires protégées.

Une fois qu'il aura été publié, le rapport sur *L'état des aires protégées du monde* devrait permettre d'axer l'attention sur la question peut-être la plus pressante concernant les aires protégées, à savoir comment être aussi efficace dans la gestion de ces aires qu'on l'a été indiscutablement dans leur établissement. Diverses théories de gestion des aires protégées ont été formulées, depuis un strict protectionnisme jusqu'à des stratégies d'utilisation durable, qui ont toutes leurs défenseurs et leurs détracteurs. Un autre rapport publié lors du cinquième Congrès sur les parcs a mis en évidence l'incidence du tourisme sur la diversité biologique. Le rapport *Tourisme et biodiversité* :

Tracer les empreintes mondiales de l'écotourisme, co-produit par le PNUE et Conservation International, indique que la présence touristique dans les points chauds pour la diversité biologique s'est accrue de plus de 100 % entre 1990 et 2000.

PROTECTION DES DERNIERS DES GRANDS SINGES

L'écotourisme est considéré par beaucoup comme indispensable à la protection des derniers des grands singes du monde, comme les gorilles des montagnes qui vivent dans les forêts montagneuses humides aux confins du Rwanda, de l'Ouganda et de la République démocratique du Congo. Le PNUE, conjointement avec l'UNESCO, administre le Projet pour la survie des grands singes (GRASP), un large partenariat d'Etats de l'aire de répartition, d'Etats donateurs, d'organismes de conservation bénévoles et de cinq conventions relatives à la biodiversité dont l'objectif est la protection des populations de grands singes d'Afrique et d'Asie du Sud-Est. GRASP vise aussi à soutenir les écosystèmes où vivent les singes ainsi que les personnes dépendantes de ces écosystèmes pour leur propre survie. Lors d'une réunion tenue à Paris en novembre 2003 pour mettre au point une stratégie mondiale de conservation des grands singes, les partenaires du GRASP ont lancé un appel pour mobiliser des contributions d'un montant de 25 millions de dollars, soit le minimum requis pour financer les initiatives de conservation nécessaires pour sauver les plus proches parents de l'humanité.

Toutes les espèces de grands singes sont menacées d'extinction. GRASP finance actuellement des

activités de conservation dans 16 des 23 Etats où vivent des grands singes. On peut citer comme exemple son plan régional pour la préservation des chimpanzés en Afrique de l'Ouest, qui a été lancé en 2003. GRASP a aussi surveillé le premier rapatriement jamais effectué de gorilles exportés en contrebande vers un Etat de l'aire de répartition, cette opération ayant été acceptée et exécutée par les gouvernements africains. Deux gorilles de la sphère occidentale ont ainsi été transportés au Centre de la vie sauvage de Limbe au Cameroun, en provenance du Nigéria où ils avaient été illégalement importés. Mais cela n'a pas été le seul cas de coopération entre le Cameroun et le Nigéria dans le domaine de la protection des gorilles des Basses Terres en 2003. Ainsi, un accord ayant une incidence potentielle considérablement plus grande a été conclu entre les deux pays pour protéger l'habitat du gorille de Cross River, qui chevauche les deux pays.

La coopération et le partenariat sont indispensables au succès de GRASP. Dans les mois à venir, GRASP continuera d'intégrer des Etats de l'aire de répartition et des Etats donateurs parmi ses partenaires, de mettre au point des plans de préservation et de forger des relations avec les principaux secteurs d'activité qui interviennent dans les écosystèmes forestiers des singes, comme l'exploitation forestière, l'extraction minière et les sociétés pétrolières, de façon que leurs activités puissent contribuer à la préservation des grands singes au lieu d'y nuire. Le PNUE travaillera aussi avec l'UNESCO et d'autres partenaires de GRASP pour organiser une réunion ministérielle sur les grands singes, qui se tiendra en Afrique en 2005.



Mélanie Virtue, Responsable de programme pour le Projet pour la survie des grands singes (GRASP) et Sam Ubi de la Fondation Pandrillus, ONG s'occupant de la conservation des primates, à l'aéroport de Kano (Nigéria). En mai 2003, GRASP a financé le rapatriement depuis Kano jusqu'au Cameroun de deux gorilles des Basses Terres. Les gorilles des Basses Terres sont parmi les espèces les plus rares et les plus menacées d'extinction dans le monde.